



## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE COURANTES ET SERVICES

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**N°6224SGTR36**

#### **Pouvoir Adjudicateur :**

**Chambre de commerce et d'industrie Réunion**  
5 b rue de Paris - CS 31023  
97404 Saint Denis Cedex

**Tél : 02 62 94 20 00**  
**Fax : 02 62 94 22 90**

#### **Objet de la consultation :**

**Accord Cadre pour l'achat de titre de transport avion  
pour la CCI Réunion**

*La procédure de consultation utilisée est la suivante :*

*Accord Cadre mono attributaire passé sur le fondement d'une procédure formalisée*

#### **Date et heure limites de remise des offres :**

**Le 15.01.2025- à 12h- heure locale- Ile de la Réunion**

# **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## **SOMMAIRE**

- 1. Objet de la consultation**
- 2. Condition de consultation**
- 3. Dispositions générales**
- 4. Présentation des propositions**
- 5. Conditions d'envoi des propositions et candidature**
- 6. Jugement des propositions**
- 7. Renseignements complémentaires**



## Article 1 premier - Objet du marché

Le présent accord cadre concerne l'achat de titre de transport avion pour la CCI REUNION durant la période de 2025 à 2027.

Ce marché doit permettre à la CCI Réunion d'obtenir les propositions tarifaires les mieux adaptées aux spécifications des missions et valoriser ainsi toutes les pistes d'économies à réaliser sur l'achat des billets d'avion sur des compagnies aérienne régulières ou pas.

Cet accord cadre se déroulera en 2 phases (A et B) et concerne l'ensemble des besoins de la CCI Réunion dans l'achat des billets d'avion.

**Phase A :** Sélection des compagnies ou agences de voyages. Cette étape permettra dans un premier temps la sélection d'un prestataire pour chacun des lots. Ces lots sont actuellement définis de façon sommaire mais les destinations seront par la suite techniquement détaillées en phase B lors de la consultation.

**Phase B :** Le candidat retenu sera consulté lors de la survenance du besoin, la périodicité n'est pas connue à l'avance. Il transmettra à la CCI Réunion la ou les propositions tarifaires correspondant aux besoins.

La notification des commandes auprès des candidats donnera alors lieu à des marchés dits subséquents.

### Estimation totale du marché

Ce marché est estimé globalement à 200 000 € *ht* an

L'environnement actuel de la CCI REUNION est indiqué à l'article 1.1 du CCP

### 1-1 Lieu d'exécution des prestations :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REUNION  
5 b rue de Paris - CS 31023  
97404 Saint Denis Cedex

### 1-2. Caractéristiques principales du marché :

Cet accord cadre est régi par le présent règlement de consultation il se déroulera **en deux (2) phases**

- **Phase A et Phase B** elles sont définis à l'article 1 du présent document.

Le marché est de type :

- Accord cadre
- Mono attributaire
- Les commandes seront émises au fur et à mesure des besoins et constitueront les marchés subséquents durant les trois ans.
- Il comporte à titre indicatif un montant minimum. L'engagement de la CCI portera sur le minimum par an.

### Durée du marché



L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, renouvelable deux fois soit un maximum de trois ans (36 mois). Les périodes de non-renouvellements seront confirmées par écrit deux mois avant la date anniversaire du contrat.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

### **Suivi de la prestation**

Les marchés subséquents au présent accord-cadre seront suivis par un référent qui sera désigné par la CCI Réunion après notification du marché. Ils feront l'objet de marchés subséquents identifiés avec le numéro suivant : **N°6224SGTR36**

Les marchés subséquents peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché,

### **Financement de la prestation**

Les marchés subséquents au présent accord-cadre seront financés sur les fonds propres de la CCI REUNION ou sur d'autres financements.

## **Article 2 – Condition de la consultation**

### **2-1 Etendue de la consultation**

Il est passé selon la procédure suivante :

- Procédure formalisée : R2124-1 à 6 en accord cadre R.2162-1 et 4
- Allotissement : R 2113-1 à 3
- De type subséquent : R2162-7 à 12
- Mono attributaire : R2162-9
- Avec un engagement sur le minimum

## **Article 3 - Dispositions générales du marché**

### **3-1-Décomposition du marché**

#### **3-1-1 Allotissement**

Marché alloti défini comme suit :

Lot 1 : Long Courrier (Principalement Réunion-Paris en A/R)

Lot 2 : Toutes destinations (Bassin Océan indien et axe Réunion-Paris compris)

PSE Lot 2 : Il est prévu des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) de type Hôtels, trains etc. ...

**Variante** : Non

**Option** : Le marché comporte des options complémentaires au sens communautaire : Avenant, marché complémentaire et reconduction.

### **3-2- Mode de règlement**

Le règlement des dépenses se fera par virement sur présentation de la facture accompagnée obligatoirement du bon de livraison et du bon de commande de la CCI Réunion. (cf. article 12 du CCP).

### **3-3 Forme juridique de l'attributaire**

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, la CCI Réunion pourra, après l'attribution, lui imposer la forme solidaire, si la transformation est nécessaire à la



bonne exécution du marché.

### 3-4 Délai de validité des offres

Phase A : Le délai de validité des offres de candidature est de 180 jours à compter de la date de réception des plis.

Phase B : Le délai de validité des propositions sera indiqué par chaque candidat d'après ces propositions tarifaires lors de la survenance du besoin.

### 3-5 - Contenu du dossier de consultation

Cette consultation se déroulera en deux (2) phases

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir par les candidats à l'acheteur public) comprend les documents suivants :

#### ❖ Phase A : Présentation des candidatures

Documents à produire (dûment complétés et visés)

- Le CCP paraphé
- Le BP renseigné et signé
- L'Acte d'engagement renseigné et signé
- Annexe conflit d'intérêt
- Mémoire Technique
- Le DC1 ou déclaration du candidat et le DC2 (Les formulaires sont disponibles à l'adresse suivantes  
[http://www.minefi.gouv.fr/themes/marches\\_publics/formulaires/index.htm](http://www.minefi.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm))
- Le 3666-SD (attestation fiscale)
- URSSAF (attestation sociale)
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R2143-3 et 4 R2143-5 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.
- Le chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 dernières années

**Par ailleurs, il est demandé aux candidats d'organiser leur mémoire technique en respectant la structure suivante (Cf article 6.1 du présent document)**

- ❖ **Moyens mis en œuvre pour le traitement des commandes :**
  - Mode opératoire d'une commande de billet dédié à la CCI Réunion : Moyen humain, n°de téléphone, horaire d'ouverture etc....
  - Téléphone pour traitement d'une urgence au delà des heures de bureau
  - Le type et lieu d'implantation du plateau technique
  - Le mode de commande et de transmission etc....)
  - Le délai de traitement d'une demande : (en heure)
- ❖ **Engagement sur des avantages spécifiques liés à la prestation :**
  - Sur classement,
  - Franchise de bagage supplémentaire
  - Ou équipements et avantage mis à disposition des passagers,
  - Gestion des miles,
  - Transmission des offres promotionnelles
  - Etc
- ❖ **PSE : Autres (Les prestations de services annexes associées :**
  - Hôtellerie,
  - Location voiture
  - etc )
- ❖ **Conditions tarifaires générales**



Le candidat sélectionné en phase A produira une attestation sur l'honneur concernant :

- l'interdiction du cumul d'emplois et travail dissimulé,
- ❖ - qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales

### Situation juridique :

#### La situation propre des opérateurs économiques

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent). Elle sera signée par le représentant du candidat, en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants. Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles R2142-1 à 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- La remise d'un DC2 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
- Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières.
- Les candidatures qui sont accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-3 à 5 du décret du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

Le(s) candidat(s) sélectionné en phase A produira une attestation sur l'honneur et fournira les pièces justificatives concernant :

- Qu'il a satisfait à ses obligations fiscales (3666 SD) et sociales
- L'interdiction du cumul d'emplois et travail dissimulé,

### B. Les capacités économiques et financières

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles.

*Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.*

### C. Les capacités techniques et professionnelles– références requises

L'attestation de la compagnie d'assurance

Le justificatif de la situation au répertoire SIRENE (pour le numéro SIRET)

La preuve des capacités du candidat peut être apportée par tous moyens considérés comme appropriés par l'acheteur (exemple : attestations bancaires, certificats éventuels de qualification professionnelle, etc.).

#### GROUPEMENT

En cas de groupement, l'intégralité des pièces ci-dessus doit être fournie par **chacun des membres du groupement**.

#### SOUS-TRAITANCE

Les éventuels sous-traitants sont tenus d'effectuer les mêmes formalités (DC4 et Capacités économiques et financières ainsi que capacités techniques et professionnelles).

Le candidat présente le DC4 dûment compléter avec la candidature.



## **DUME (Document Unique Européen)**

Lorsque le profil acheteur le propose, le candidat peut fusionner son DUME avec celui de l'acheteur.

Si le DUME n'est pas proposé par l'acheteur, le candidat a toujours la possibilité de transmettre son DUME, celui-ci est accepté.

## **Dépôt de candidature et retrait du DCE directement à l'adresse suivante :**

➤ <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### **❖ Phase B : Présentation des offres**

Lors de la survenance du besoin, la CCI Réunion demandera par mail aux candidats :

- Leurs disponibilités par rapport aux dates indiquées
- Leurs tarifs correspondants à nos demandes (Quantité)

**Dépôt des offres :** Les candidats devront confirmer, **par retour mail**, la disponibilité, tarifs proposés pour permettre à la CCI Réunion d'analyser leurs offres.

## **Article 4 - Présentation des propositions et candidature**

### **4-1-Documents à produire**

Les documents à produire seront ceux énoncés aux articles **3-5** du présent document en phase A et B.

### **4-2-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française et seront établis en euros.

### **4-3 Unité monétaire (€)**

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## **Article 5 - Conditions de dépôt des candidatures et des offres**

### **5.1 - Conditions d'envoi des propositions**

Les candidats transmettront leurs candidatures et leurs offres (Cf. article 3.5)

## **Article 6 - Jugement des propositions**

### **6.1 Sélection des candidatures**

#### **Phase A- La phase de sélection des candidatures**

Les soumissionnaires seront évalués dans un premier temps en fonction des candidatures retenues et non retenues.

Les candidats n'ayant **pas dépassé 60% des points aux conditions tarifaires et des valeurs techniques de l'offre** (phase A) **peuvent ne pas être retenus** pour la phase B.



La CCI Réunion se réserve le droit du choix le plus avantageux pour le lot comme pour la sélection du PSE. Un seul candidat sera retenu par lot.

## 1/ Capacité technique et professionnelle :

- **Conditions tarifaires : 80 pts maximum**
- **Valeur technique de l'offre : 100 pts maximum**

Formule d'appréciation des candidatures se fera d'après les éléments indiqués ci-dessous et ils seront notés indépendamment selon le barème suivant :

- Très satisfaisant : note maximale
- Satisfaisant : (80% de la note maximale)
- Moyens : (50% de la note maximale)
- Très insuffisant ou non conforme : entre 0 et 10 points

### **Conditions tarifaires des candidats : 80 pts maximum (Cf Bordereau de prix)**

- % de réduction sur le tarif public des billets (*référence IATA*) : **40 Pts**
- Autres avantages tarifaires consentis : **15 Pts**
- Tarification des frais d'annulation : **15 Pts**
- Frais de service pour émission billets long courrier : **10 Pts**

### **Valeur technique : 100 pts maximum (Mémoire technique)**

- Moyens mis en œuvre pour le traitement des commandes, type et lieu d'implantation du plateau technique, moyen humain, n° de téléphone, horaire d'ouverture etc....pour traitement d'une urgence au-delà des heures de bureau : **50 Pts**
- Engagement sur des avantages spécifiques liés à la qualité de la prestation et confort des passagers sans supplément de prix : sur classement, accès au salon VIP, franchise de bagage supplémentaire ou équipements mis à disposition des passagers, gestion des miles : (joindre annexe explicative), durée de maintien d'une réservation, délai de traitement d'une commande etc... mode d'application des offres promotionnelles **40 Pts**
- PSE (Prestation Supplémentaires Eventuelles) : **10 Pts**

**A cette étape, la CCI Réunion se réserve la possibilité de compléter l'examen des dossiers de candidatures par un entretien et/ou demande écrite avec les candidats.**

## 6.2 Sélection des offres

### **Phase B – Analyse des offres**

La CCI REUNION consultera par écrit (tout moyens permettant de certifier l'envoi des demandes) le titulaire retenu

- Au moment de la survenance du besoin,
- Le choix de l'offre la plus intéressante se fera suivant les propositions faites à la CCI Réunion.

## Déroulement de la procédure :





Toutes les notes attribuées dans l'analyse des offres seront arrondies à deux décimales suivant le principe mathématique.

Les soumissionnaires seront classés par lot : Par ordre décroissant, suivant leurs notes globales respectives. Le candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée sera classé premier etc...

La CCI Réunion se réserve le droit de sélectionner entre les deux lots celui le plus économiquement intéressant.

Les soumissionnaires sont informés des conditions de rejets des offres :

- Les offres parvenues après la date et l'heure limite,
- Les offres qui ne respectent pas les exigences formulées dans le DCE (offres irrégulières)
- Les offres sans rapport avec le marché (offres inappropriées)

Présentation de l'offre : ne seront pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R 2142-1 à 27 et L2141-1 à 14 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique

## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir des renseignements complémentaires, les candidats sont invités à adresser, au plus tard **huit (8) jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur la plateforme :

➤ <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse via la plateforme sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier.

### **7-1 PROCEDURES DE RECOURS**

En cas de litige, seul le droit français est seul applicable, né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera celui de Saint Denis de la Réunion. Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

#### **7.1 Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal Administratif – Secrétariat du greffe, 27 rue Félix Guyon – CS 61107-97404  
Saint-Denis Cédex. Tel 02 62 92 43 61. Fax 02 62 92 43 62

#### **7.2 Introduction des recours :**

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : 2 mois à compter de la date de la notification du marché.

#### **Règlement des différends :**

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera celui de Saint Denis de la Réunion.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours (Nom et adresse : idem article 7.1)